

## Communiqué de presse du comité d'organisation de la #GrèveFéministe #8mars2023 : Journée de mobilisation historique pour les droits des femmes

La journée internationale de lutte pour les droits des femmes a été le signe d'une très forte mobilisation nationale : 70 000 personnes à Paris, plusieurs centaines de milliers partout en France pour près de 200 mobilisations. Ces chiffres sont historiques.

Le mot d'ordre était commun : toutes les femmes s'opposent à la réforme des retraites. Les organisations syndicales et associations féministes ont manifesté pour faire des femmes les grandes gagnantes en obtenant le retrait de la réforme des retraites.

Emmanuel Macron et son gouvernement l'ont compris : le 8 mars a été pour eux l'occasion de présenter des mesures censées améliorer les droits des femmes. Le plan interministériel présenté par la Première ministre ne contient pourtant aucune mesure sur la revalorisation des salaires. L'extension de l'index égalité professionnelle à la fonction publique et le conditionnement de l'accès aux marchés publics aux entreprises ayant une bonne note ne changera rien aux 28% d'écart de salaire. Aucune mesure non plus sur la création d'un service public de la petite enfance. Pourtant, 80% des salarié.es à temps partiel sont des femmes notamment car elles sont majoritairement en charge des enfants et des proches en situation de dépendance.

Le plan interministériel met l'accent sur la lutte contre les violences sans, pour l'instant, une réelle augmentation du budget associé. 2 milliards pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles : voilà ce qu'aurait dû prévoir ce nouveau plan d'action.

Rien non plus sur une réelle mise en œuvre de la loi de 2001 sur l'éducation à la vie sexuelle et affective. Pourtant, c'est l'éducation, la prévention et la formation qui permettront de construire une société plus égalitaire.

Les femmes migrantes, précaires et étrangères sont les grandes oubliées de ces annonces. Garantir l'égalité pour toutes, c'est prendre en compte toutes les femmes.

Enfin, l'annonce de la constitutionnalisation de l'IVG est une victoire pour les droits des femmes. Les associations féministes et les parlementaires de gauche se battent depuis des années pour l'obtenir. Nous attendons de ce projet de loi que le droit à l'IVG soit garanti dans la constitution comme étant **un droit fondamental et une liberté**, condition indispensable pour sécuriser ce droit pour les années à venir. Cette annonce doit maintenant suivre avec l'amélioration concrète de l'accès à l'avortement en France.

Le comité d'organisation de la #GrèveFéministe du 8 mars appelle à poursuivre les mobilisations dès demain avec les organisations de jeunesse, samedi pour la mobilisation intersyndicale et tous les autres jours.

Sans les femmes, le pays est à l'arrêt.